



emma Moore/la trompette

Le président Trump contre l'État bureaucratique

Un nouveau président entreprend d'inverser une prise de pouvoir de l'exécutif qui dure depuis un siècle.

- Stephen Flurry et Andrew Miiller
- [22/05/2025](#)

Les États-Unis ont été fondés sur le principe que le pouvoir du gouvernement découle de la volonté du peuple. Ce n'est pas ainsi que l'Amérique fonctionne aujourd'hui. Les gens votent toujours, bien sûr, mais le pouvoir de ceux qu'ils élisent est minuscule comparé au pouvoir des légions de bureaucrates non élus qui dirigent réellement Washington, D.C., et la vie des Américains de tous les jours.

Selon le Competitive Enterprise Institute, les agences bureaucratiques ont publié l'année dernière un nombre étonnant de 3 018 règles et règlements. Le Congrès n'a adopté que 68 lois. Cela signifie que pour chaque loi promulguée par leurs représentants élus, les Américains doivent obéir à 44 règles bureaucratiques.

Ce n'est pas ce à quoi ressemble la souveraineté populaire.

PT_FR

James Madison, le principal auteur de la Constitution américaine, a écrit : « Il ne sert pas à grand-chose au peuple que les lois soient faites par des hommes de son choix si les lois sont si volumineuses qu'elles ne peuvent pas être lues ou si incohérentes qu'elles ne peuvent pas être comprises ». Pourtant, aujourd'hui, les Américains sont soumis à 107 262 pages de réglementations souvent vagues et incohérentes adoptées, non pas par des « hommes de leur choix », mais par une cabale de technocrates non élus qui ont essentiellement le pouvoir de légiférer, de statuer et d'appliquer ces réglementations.

Au cours de son premier mandat, le président Donald Trump a promis « d'assécher le marais » en réduisant les effectifs fédéraux et en diminuant le nombre de réglementations fédérales. Mais les créatures des marais se sont défendues !

Les agences de renseignement ont dissimulé des rapports au président. D'anciens chefs des services secrets l'ont calomnié, le qualifiant d'inexpérimenté, d'instable et de manque d'éthique. Des agents fédéraux ont perquisitionné le bureau de son avocat personnel. Des bureaucrates ont divulgué des informations sensibles à des médias hostiles. Les fonctionnaires de carrière du département de la Justice ont refusé de poursuivre les affaires avec lesquelles ils n'étaient pas d'accord sur le plan idéologique. Des fonctionnaires du département de la Santé et des Services sociaux ont contourné le gel des embauches décrété par le président Trump en rayant la date d'entrée en fonction des nouveaux employés sur leurs documents. Les avocats de l'Agence pour la protection de l'environnement ont refusé d'informer les personnes nommées pour des raisons politiques des grandes affaires auxquelles l'agence était confrontée. En bref, les employés de l'exécutif ont

carrément refusé d'obéir au chef de l'exécutif.

Le résultat final de ces attaques de l'« État profond » a été que le président Trump est devenu encore plus populaire parmi le peuple américain. Le passage de Joe Biden à la Maison Blanche a révélé que l'État profond dirige le pays de manière plus effrontée lorsque le président est sénile. En fin de compte, 77 millions d'électeurs ont décidé qu'ils voulaient le retour du président Trump.

Après une décennie de guerre contre l'État bureaucratique, le président Trump a appris qu'aucun homme ne peut dompter l'énorme léviathan qui s'est emparé du gouvernement fédéral ; il doit donc détruire la bête et rendre le pouvoir au peuple.

Sept jours seulement après avoir remporté les élections présidentielles américaines de 2024, le président Trump a annoncé que l'entrepreneur technologique Elon Musk dirigerait un nouveau département de l'Efficacité gouvernementale (DOGE) chargé de trouver des moyens de démanteler la bureaucratie, d'éliminer les réglementations et de réduire les dépenses inutiles.

« Nous éliminerons le gaspillage et la fraude massifs qui existent dans nos dépenses gouvernementales annuelles de 6,5 mille milliards de dollars », a annoncé le président Trump dans un communiqué de campagne officiel. Ils travailleront ensemble pour libérer notre économie et faire en sorte que le gouvernement américain rende des comptes à « Nous, le peuple ». Leur travail s'achèvera au plus tard le 4 juillet 2026. Un gouvernement plus petit, avec plus d'efficacité et moins de bureaucratie, sera le cadeau idéal pour l'Amérique à l'occasion du 250e anniversaire de la Déclaration d'indépendance. Je suis convaincu qu'ils réussiront ! »

Ce n'était pas une promesse en l'air. En utilisant la Constitution américaine comme leur étoile polaire, Trump, Musk et une équipe de croisés du petit gouvernement ont déjà entrepris de renverser une prise de pouvoir vieille d'un siècle. Ils se heurtent à une opposition farouche. Pourtant, la Bible indique qu'ils auront beaucoup de succès à réformer le gouvernement !

Assécher le marais

Le jour même de sa prestation de serment, le président Trump a signé un décret renommant le département du Service numérique des États-Unis en département de l'Efficacité gouvernementale des États-Unis (DOGE). Ce nouveau service a pour mission d'aider le président Trump à présenter au peuple américain une bureaucratie fédérale plus petite et plus efficace.

Musk n'est pas un employé officiel du département de l'Efficacité gouvernementale. C'est un conseiller principal du président Trump qui supervise les efforts visant à supprimer les réglementations, à réduire les dépenses et à restructurer les agences fédérales.

Le département de l'Efficacité gouvernementale s'efforce d'informer les Américains sur l'utilisation de leurs impôts. Il appartiendra au président Trump et aux 535 personnes que le peuple américain a élues au Congrès de faire quelque chose pour remédier aux dépenses excessives, inutiles et illégales que DOGE met au jour.

Le déficit du budget fédéral s'élevant à 1,8 mille milliards de dollars, Musk a déclaré qu'il souhaitait que les dépenses fédérales soient réduites de 1 mille milliards à 2 mille milliards de dollars. Pourtant, sans une réforme majeure de la sécurité sociale et du système de soins de santé aux États-Unis par le Congrès, DOGE pourrait finir par se contenter d'un chiffre plus bas. Dans un éditorial du *Wall Street Journal*, M. Musk et son coauteur Vivek Ramaswamy ont estimé que le président Trump pourrait unilatéralement réduire de 500 milliards de dollars le budget fédéral, simplement en supprimant les dépenses non autorisées par le Congrès. Ils ont également déclaré que DOGE utiliserait la Constitution américaine comme une étoile polaire pour la guider vers un gouvernement plus petit et plus efficace.

Trois affaires récentes de la Cour suprême ont établi que les agences exécutives fédérales ont outrepassé leur autorité constitutionnelle pendant des décennies. Dans l'affaire *Virginie occidentale contre l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis* (30 juin 2022), la Cour a estimé que les pouvoirs exercés par l'EPA étaient inconstitutionnels. Dans l'affaire *Loper Bright contre Raimondo* (28 juin 2024), elle a estimé que les agences exécutives ne peuvent plus interpréter leur propre application d'une loi. Dans l'affaire *Trump contre les États-Unis* (1er juillet 2024), elle a souligné que « l'article II de la Constitution confère le " pouvoir exécutif " à " un président des États-Unis d'Amérique " ».

Pris ensemble, ces cas — sans parler du texte de la Constitution lui-même — signifient que le président Trump est la seule source de pouvoir exécutif au sein du gouvernement fédéral et qu'il peut donc licencier tout employé fédéral émettant des réglementations inconstitutionnelles. Ce fait terrifie ceux qui, dans le marais, ont gagné confortablement leur vie en gaspillant l'argent des contribuables. Ils font donc tout leur possible pour calomnier Musk en le qualifiant de président fictif « non élu » et pour creuser un fossé entre lui et le président.

Musk n'a absolument pas le pouvoir de réduire les dépenses publiques. Il ne peut qu'informer le président Trump des gaspillages qu'il trouve. Une fois qu'il l'a fait, cependant, le *président* dispose d'un large pouvoir pour agir en conséquence.

Le slogan de DOGE est « Le peuple a voté pour une réforme majeure ». Musk reconnaît que le président *Trump* mène une *révolution populiste contre l'« État profond »*. Depuis des décennies, les agences exécutives fédérales sont autorisées à légiférer, à juger et à appliquer les « réglementations » assimilables à du droit écrit. Certaines agences ont été autorisées à devenir si puissantes qu'elles peuvent truquer des élections ! Aujourd'hui, l'Amérique a « une chance unique » de réduire la

taille de la bureaucratie à un niveau plus proche de ce que les Pères fondateurs auraient reconnu.

Dépenses inutiles

Pour donner le coup d'envoi de son projet d'assécher le marais, le président Trump a proposé un marché aux 2,3 millions de bureaucrates du gouvernement : S'ils démissionnaient de leur plein gré avant le 6 février, il continuerait à les payer jusqu'en septembre.

Environ 77 000 employés fédéraux, soit plus de 3 pour cent de la main-d'œuvre fédérale, ont accepté cet accord généreux. Cette mesure pourrait permettre au gouvernement d'économiser jusqu'à 30 milliards de dollars par an à partir de septembre. Et DOGE ne fait que commencer. Selon le site Web doge.gov, 55 milliards de dollars d'économies potentielles ont été identifiés au cours du premier mois de fonctionnement du département. Elle a publié ses idées en ligne et a demandé l'avis des contribuables américains sur les coupes que le président devrait effectuer.

« Il y a des choses folles ! » a déclaré Musk lors d'une conférence de presse improvisée le 11 février dans le Bureau ovale avec le président Trump. « Un simple coup d'œil à la Sécurité sociale, et on y trouve des gens qui ont environ 150 ans. » Il a cité en exemple l'argent des contribuables dépensé pour l'envoi de préservatifs au Mozambique, la fortune d'une fonctionnaire a bondi de 23 millions de dollars en trois ans de mandat, et le fait que le processus de retraite des fonctionnaires fédéraux prend des mois, car leurs documents ne sont pas numériques, mais des documents papier stockés dans une mine.

Au fur et à mesure que les employés du DOGE examinent les différents départements, la liste des « choses folles » identifiées s'allonge : 1,9 milliard de dollars pour le logement et le développement urbain ont été égarés alors que Joe Biden était à la Maison Blanche ; 50 millions de dollars de subventions pour la « justice environnementale » ont été accordés à un groupe qui estime que « la justice climatique passe par une Palestine libre » ; un contrat pour des « services de coordination de l'atténuation du changement climatique, de l'adaptation et de la résilience en Asie-Pacifique et au Sri Lanka pour le service forestier » ; un atelier de « communication interculturelle — cercle de dialogue sur la diversité — communication au-delà des différences » ; « exploration et évaluation des eaux souterraines en République islamique de Mauritanie » ; un contrat pour une exposition d'Anthony Fauci au musée des instituts nationaux de la santé ; et des millions de dollars d'abonnements financés par le contribuable à des médias tels que le *New York Times*, Politico et d'autres.

Parmi les autres exemples exposés ou mis en lumière par le DOGE, citons les baux pour des bâtiments sous-utilisés ou inutilisés, les bourses d'études DEI en Birmanie, le financement par l'Agence fédérale de gestion des urgences d'un hôtel de la ville de New York qui a hébergé des migrants, des membres de cartels et l'homme qui a ensuite assassiné Laken Riley, et bien d'autres choses encore.

« La dernière fois qu'un examen complet du gouvernement fédéral a été réalisé en 1984 », a posté DOGE sur X, « le budget s'élevait à 848 milliards de dollars, la dette nationale à 1,6 mille milliards de dollars et le ratio dette / PIB à 38 pour cent. Le budget s'élève aujourd'hui à 7 mille milliards de dollars, la dette nationale à 35,3 mille milliards de dollars et le ratio dette / PIB à 121,6 pour cent. »

Les États-Unis gaspillent et se dirigent tout droit vers le désastre ! Le Bureau du budget du Congrès américain admet que d'ici à 2035, environ 22 pour cent de l'ensemble des recettes fiscales devront être consacrées au paiement des intérêts de la dette, qui aura alors atteint *59 000 milliards de dollars*.

C'est évidemment insoutenable !

À moins que doge ne parvienne à réduire ses dépenses, l'Amérique fera faillite en payant 2,3 millions de bureaucrates répartis dans 15 départements, 69 agences et 383 sous-comités non militaires pour gérer leur vie à leur place.

La vision des fondateurs

On pourrait penser que tous les Américains sont reconnaissants de cet audit du gouvernement qui n'a que trop tardé. Au contraire, de nombreux gauchistes au sein du « Grand gouvernement » organisent des centaines de procès contre l'administration du président Trump pour tenter de s'assurer que l'argent des contribuables continue d'affluer dans des programmes insensés et corrompus ici et à l'étranger.

Le juge Paul Engelmayer, nommé par le président Barack Obama en 2011, est allé jusqu'à émettre une ordonnance de restriction temporaire empêchant les employés de DOGE d'accéder au système de paiement du département du Trésor, car il ne pensait pas que le DOGE était une agence gouvernementale officielle

Le chef de l'exécutif a créé un service d'audit de l'exécutif — et un juge de rang inférieur de l'appareil judiciaire le bloque. Un tel activisme judiciaire n'a rien à voir avec la préservation de la Constitution américaine. Il s'agit de donner aux bureaucrates le pouvoir de subvertir un président qui a été mandaté par 77 millions de citoyens pour faire ce qu'il a promis de faire.

En vertu de la Constitution, le Congrès rédige les lois, les tribunaux les interprètent et le président les fait appliquer. Cela signifie que le président Trump ne peut pas usurper le pouvoir législatif du Congrès ou le pouvoir judiciaire des tribunaux, et que les juges comme Paul Engelmayer ne peuvent pas usurper le pouvoir exécutif de M. Trump. Le président Trump a la prérogative constitutionnelle d'auditer les agences exécutives qui lui rendent compte, de modifier les financements et de licencier les employés comme il l'entend.

Le Impoundment Control Act de 1974 interdit au président d'arrêter les dépenses autorisées par le Congrès. M. Musk a écrit dans son éditorial du *Wall Street Journal* que le DOGE devrait donner la priorité à la suppression des programmes qui ne sont pas autorisés par le Congrès ou qui sont utilisés d'une manière que le Congrès n'a jamais voulue. La Cour suprême devra probablement se prononcer sur certaines des propositions du DOGE, mais aucune des recommandations formulées jusqu'à présent par M. Musk ne devrait être controversée, à moins que vous ne soyez un juge activiste, un politicien de l'establishment ou un bureaucrate de l'État qui est à la solde de l'État.

Malheureusement, de nombreuses personnes puissantes et influentes ne veulent pas que « l'État profond » de l'Amérique soit réduit. Dans un discours éloquent prononcé à l'occasion de la Journée de la Constitution en 2010, le professeur Michael Klarman de l'université de Harvard (une institution qui reçoit plus de 670 millions de dollars de financement fédéral chaque année) a déclaré que les conservateurs étaient coupables d'« idolâtrie constitutionnelle ». Il a cité la montée de « l'État administratif » comme étant à la fois inconstitutionnelle *et nécessaire* pour le bien du pays. « Les auteurs de la Constitution ont mis en place trois branches de gouvernement : l'exécutif, le législatif et le judiciaire ». « Mais aujourd'hui, nous avons une quatrième branche d'une importance vitale — l'État administratif — qui est presque certainement inconstitutionnelle à de multiples égards selon la conception originale des auteurs de la Constitution. Pourtant, les tribunaux ont légitimé les agences administratives, et il est difficile d'imaginer qu'ils puissent faire autrement ».

Des commentaires comme ceux-ci montrent ce à quoi le président Trump et le mouvement DOGE sont confrontés. De nombreux commentateurs des médias d'entreprise ne cessent de répéter le mensonge selon lequel Trump est une menace pour la démocratie, comme s'il violait d'une manière ou d'une autre la Constitution des États-Unis en faisant auditer le pouvoir exécutif par Musk. En réalité, les dirigeants les plus instruits de l'establishment politique savent que le marais est inconstitutionnel, mais ils s'en moquent. Ils pensent que les bureaucrates savent mieux gouverner la nation que les représentants élus du peuple. Ils se battent bec et ongles pour que le marais reste aussi profond et trouble que possible.

La cour du royaume

Des centaines de juges et de politiciens proches d'Obama s'en prennent au président Trump, à Elon Musk et au ministère de l'Efficacité gouvernementale. Cependant, la prophétie biblique indique qu'ils auront beaucoup moins de succès que sous Obama et Biden et pendant le premier mandat du président Trump.

Le rédacteur en chef de la *Trompette*, Gerald Flurry, a prouvé que le président Trump est un type de temps de la fin de l'ancien roi israélite Jéroboam II. Il a écrit dans le numéro d'août 2019 de la *Trompette* qu'Amos 7 : 12-13 est en fait une prophétie selon laquelle ce même personnage de Jéroboam sera soutenu par un mouvement religieux appelé « sanctuaire du roi » et une entité séculière appelée « maison du roi », ou « cour du royaume ».

« À Washington, D.C., se trouve le bâtiment de la Cour suprême, où les juges doivent interpréter la loi », écrit-il dans « Le président Trump peut-il prendre le contrôle de son propre gouvernement divisé ? ». « Dans la même zone se trouvent les bâtiments de la CIA, du FBI, du département de la Justice, du département d'État, du Pentagone et d'autres. La plupart d'entre eux ont été construits pendant et après la Grande Dépression, à une époque où ils disposaient d'une main-d'œuvre abondante, ce qui leur a permis de construire des structures vraiment impressionnantes pour le gouvernement. Il est logique que cette prophétie parle de ces structures ou agences gouvernementales. Après tout, si Jéroboam doit être utilisé pour sauver Israël, il aura besoin de la loi de son côté. Il ne serait pas en mesure d'utiliser le gouvernement comme il en a besoin sans la structure juridique derrière lui » (*theTrumpet.com/20876*).

La première fois que M. Trump a été élu, des fonctionnaires fidèles à Barack Obama ont tenté de subvertir son programme tout en se cachant derrière la fausse notion qu'ils agissaient en tant que contrôle constitutionnel du président. Pourtant, un certain nombre d'arrêts récents de la Cour suprême ont clarifié cette question et affirmé que les fonctionnaires fédéraux ne peuvent pas usurper l'autorité législative et qu'ils ne possèdent que l'autorité exécutive que le président leur délègue. Cela signifie que le président Trump est susceptible de réussir à réduire la masse bureaucratique tentaculaire, oppressive, gaspilleuse et inconstitutionnelle en une agence plus petite et plus efficace qui l'aide réellement à faire appliquer les lois que les représentants du Congrès jugent bon d'adopter, comme l'ont voulu les fondateurs.

Lorsque Amos 7 : 12-13 fait référence à la « cour » du royaume, il utilise le mot hébreu *bayi*, que l'on traduit généralement par « maison ». Ce mot ne fait pas référence à un village ou à une ville remplie de millions de personnes, mais plutôt à une maison ou à une cour remplie de personnes chargées d'appliquer les lois du royaume. Ce mot décrit parfaitement le type de gouvernement constitutionnel qu'Elon Musk et le mouvement DOGE veulent voir en Amérique.

Il est rafraîchissant de voir l'Amérique se rendre compte qu'elle doit équilibrer son budget et réduire son gouvernement. Cependant, la résurgence provoquée par ce Jéroboam de la fin des temps ne sera que temporaire, à moins que le peuple américain ne procède à des changements beaucoup plus radicaux et permanents. Le contexte d'Amos 7 : 12-13 est celui d'un peuple religieux qui rejette les prophéties de Dieu à l'époque de Jéroboam et de la cour du royaume. Le fait que Donald Trump progresse si rapidement pour prendre le contrôle de son gouvernement divisé peut être un signe avant-coureur des choses à venir. Une fois que l'idée fondatrice selon laquelle c'est le représentant élu du peuple qui dirige le gouvernement aura été rétablie en Amérique, la nation devra se pencher longuement sur le caractère du peuple lui-même.